



Région académique
HAUTS-DE-FRANCE

académie
Amiens



Région Académique des Hauts de France
Service de Région Académique de la Politique Immobilière SRAP
144 rue de Bavay – BP 709
59033 LILLE Cedex

Centre d'Information et d'Orientation (CIO) de COMPIEGNE



25 square Jean Baptiste Clément - 60200 COMPIEGNE

Travaux de ravalement

DCE
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP
LOT unique : Peinture



Bureau d'études
12 Z.A. Les Alouettes
62223 SAINT-NICOLAS lez ARRAS
Tél. : 03.21.55.24.74
contact@scme.fr

- SOMMAIRE -

1. PRESCRIPTIONS GENERALES	3
1.1. Objet des travaux	3
1.2. Normes et règlements :	3
1.3. Description de l'établissement et classement	3
1.4. Déroulement des travaux :	4
1.5. Dossier technique :	4
1.6. Visite du site :	5
1.7. Sécurité générale du chantier	5
1.8. Coordination avec les autres lots :	5
1.9. Limite des prestations :	5
1.10. Documentation :	6
1.11. Calendrier d'exécution :	7
1.12. Respect des ouvrages :	7
1.13. Continuité de service :	7
1.14. Installation de chantier :	7
1.15. Dynamique environnementale :	8
1.16. Déchets :	9
1.17. Dossier des Ouvrages Exécutés :	10
2. TRAVAUX DE RAVALEMENT	11
2.1. Consistance des travaux	11
2.2. Travaux préparatoires.....	11
2.3. Défaut d'enrobage des armatures dans les éléments en béton armé.....	12
2.3.1. Normes et règlements applicables.....	12
2.3.2. Réparation de l'ensemble des bétons épaufrés ou cassés	13
2.4. Ravalement des façades	14
2.4.1. Références réglementaires et normatives	14
2.4.2. Nettoyage	14
2.4.3. Réparation des supports	14
2.4.4. Partie lisse	15
2.4.5. Partie plastene	16
2.4.6. Autres travaux	16

1. PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1. Objet des travaux

Le présent descriptif a pour objet la définition des travaux et fournitures nécessaires dans le cadre des travaux de ravalement des façades au Centre d'Information et d'Orientation (CIO) de Compiègne (80)

1.2. Normes et règlements :

Les ouvrages seront exécutés en application des normes, règlements, spécifications, textes, etc, sauf dispositions contraires portées au présent CCTP.

Les normes spécifiques à chaque type d'ouvrage sont détaillées dans le CCTP du lot concerné. Toutefois, la liste n'est exhaustive, l'entrepreneur devra appliquer tous les textes s'appliquant à l'ouvrage concerné, même s'ils ne sont pas cités.

L'entrepreneur devra également se conformer aux avis et décisions :

- du Bureau de Contrôle,
- du coordonnateur de sécurité
- du Maître d'Ouvrage,
- du Maître d'Œuvre,

et ce, sans suppléments de prix.

L'entrepreneur consulté est censé être un homme de l'art connaissant parfaitement les normes, règlements et la mise en œuvre dans l'établissement considéré.

1.3. Description de l'établissement et classement

Le CIO de Compiègne est un bâtiment construit en 1981, en béton armé de type R+1, sur vide sanitaire.

Il s'agit d'un Établissement Recevant du Public de type W de 5ème catégorie.

L'entrée principale se situe au niveau de la rue Square Jean Baptiste Clément.

L'entrée Rue de Paris est condamnée

Parcelle cadastrale N°62

Murs :

Murs donnant sur l'extérieur en béton de 16 cm d'épaisseur avec un doublage intérieur comportant 50 mm d'isolant à conductivité thermique $\lambda = 0,04 \text{ W/ (m.K)}$, $R = 1,25 \text{ m}^2.\text{K/W}$.

Menuiseries :

Toutes les menuiseries ont été remplacées en 2021, les caractéristiques de ces menuiseries (selon DOE de 2021) sont :

Menuiseries aluminium :

Uf = 1,60 W/ (m².K)

Double vitrage 4/20/4 ou 44.2/16/4 avec remplissage argon

Ug = 1,10 W/ (m².K)

Menuiseries PVC :

Uf = 1,40 W/ (m².K)

Double vitrage 4/20/4 ou 44.2/16/4 avec remplissage argon

Ug = 1,10 W/ (m².K)

1.4. Déroulement des travaux :

L'accès au chantier se fera par le parking réservé au personnel.

Les véhicules d'entreprises seront autorisées sur le parking réservé au personnel, uniquement pour charger ou décharger le matériel.

Les travaux vont se dérouler dans un site occupé, avec présence du public et du personnel.
Les travaux bruyants, les coupures électriques et de chauffage seront programmés avec le site

La livraison des matériaux, et l'évacuation des gravats, seront programmés en coordination avec les utilisateurs présents

Les démarches administratives, autorisations de voirie, et les frais inhérents sont à charge de chaque lot. Les frais de stationnement sont à charge de chaque entreprise

Les entreprises doivent tenir compte des accès pour les livraisons et l'évacuation des gravats

1.5. Dossier technique :

Pour établir son offre, l'entrepreneur aura à sa disposition :

- les pièces administratives du Maître d'Ouvrage
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- les Décompositions du Prix Global et Forfaitaire
- les plans joints au présent dossier
- les diagnostics avant travaux
- le rapport initial du bureau de contrôle
- le Plan Général de Coordination du coordonnateur SPS

Les plans sont des plans de compréhension et non de réalisation. Les côtes exactes devront être mesurées avant toute mise en œuvre de matériaux.

Remarque concernant le DPGF :

Les marques et type mentionnés dans le présent CCTP sont les bases techniques et esthétiques minimum à respecter. L'entrepreneur pourra, s'il le désire, proposer tout matériel équivalent. Par conséquent il devra impérativement accompagner sa remise de prix d'un dossier technique complet, justifiant la totalité de ses choix.

Cette liste n'étant pas exhaustive, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservant le droit de demander tous documents explicatifs complémentaires afin de juger l'offre et éventuellement de départager les candidats.

1.6. Visite du site :

Pour les visites voir les dispositions du règlement de la consultation.

1.7. Sécurité générale du chantier

Les entreprises devront respecter les contraintes de fonctionnement du site, et les mesures de sécurité en vigueur.

L'entrepreneur prendra toutes mesures pour interdire l'entrée de son chantier sans qu'il soit besoin d'ordres du représentant du Maître d'Ouvrage

En cas de dégâts, soustraction et détournement de matériaux ou de matériel au préjudice de l'entrepreneur, celui-ci ne pourra en aucun cas réclamer un supplément au prix convenu.

Il devra garantir les travaux des dégradations et avarie que ceux-ci pourraient éprouver pour quelque cause ce soit. Il sera tenu pour responsable de tous les dommages qui pourraient survenir.

L'accès au chantier, le stockage des matériaux et les évacuations seront déterminés lors de la première réunion de chantier en fonction des emprises et de contraintes d'activités des établissements et les services autorisés.

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes mesures utiles afin de garder les lieux en parfait état de propreté.

En cas de réclamation des usagers, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires à la bonne marche du chantier.

1.8. Coordination avec les autres lots :

Lot unique

1.9. Limite des prestations :

Tous les travaux doivent être parfaitement exécutés dans les meilleures conditions, conformément à toutes les règles de l'art et suivant les plans, indications et prescriptions du représentant de la Maîtrise d'Œuvre.

L'entrepreneur prendra en charge toutes les demandes d'autorisation de raccordements divers, de mise en place d'échafaudage, etc. si cela s'avérerait nécessaire.

L'énumération des travaux faisant l'objet du présent CCTP n'est pas limitative. L'entrepreneur devra exécuter tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ensemble des prestations.

L'entrepreneur devra fournir sur demande la preuve de l'origine des matériaux par des documents authentiques. Ils devront toujours être de la meilleure qualité dans les espèces spécifiées ou commandées.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire procéder aux frais de l'entrepreneur à tous essais et analyses en laboratoire de tous les matériaux entrant dans la construction des ouvrages.

Si, pour des causes quelconques et sans autorisation, l'entrepreneur donnait aux matériaux ou aux ouvrages des natures différentes de celles prévues au projet, le représentant de la Maîtrise d'œuvre se réserve le droit des mesures et sanctions qu'il jugerait nécessaires.

Le coût d'utilisation ou de location éventuelle des éléments repris au présent article (échafaudage, outillage spécial) est inclus aux prix unitaires de bordereau de prix et aucune facturation complémentaire ne pourra intervenir.

L'entrepreneur devra effectuer toutes les réparations de trous, anciens scellements, fissures ou autres dégradations existantes sur les surfaces à transformer.

Il en résulte des articles ci-dessus que l'entrepreneur n'ayant fait aucune remarque écrite, accepte ipso facto les termes du présent CCTP dans leur intégralité.

1.10.Documentation :

Avant toute exécution, l'entrepreneur provoquera la remise en temps utile de tous les renseignements nécessaires.

L'entrepreneur déclare connaître parfaitement l'ensemble des lois et décrets en vigueur, applicables aux ouvrages de la présente opération, publiés le jour de la signature du marché. Il s'engage en outre à les respecter.

L'entrepreneur du présent lot devra présenter au Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre les dessins d'exécution de toutes les parties d'ouvrage à construire, ou à modifier d'après le projet remis par le Maître d'Ouvrage et les soumettre à l'acceptation de ce dernier.

L'entreprise remettra au Maître d'Œuvre :

avant tout commencement des travaux : durant la période de préparation

- Les plans d'exécution
- les plans de réservations
- les notes de calculs
- les plans de cheminements des canalisations,
- les caractéristiques des matériels,
- le plan particulier de sécurité et de prévention de la santé,

pendant les travaux :

- tout document mis à jour suite à des modifications, sans limitation dans la fréquence de fourniture de plans à jour.

avant la réception des travaux :

- les documents des ouvrages exécutés reprenant les documents précités mis à jour, complètement côté
- le dossier des interventions ultérieures,

Les documents seront fournis et présentés conformément aux demandes du Maître d'Ouvrage
Les documents exécution seront fournis au format papier

1.11. Calendrier d'exécution :

Les entreprises doivent s'engager sur le déroulement des travaux

Il sera mis au point lors de la première réunion de chantier en fonction du délai global.

Ce planning sera dressé par l'entrepreneur adjudicataire conjointement avec le Maître d'Œuvre.
Il est donc excessivement important qu'il soit respecté afin de ne pas gêner l'exploitant.

Toute dérive dans les dates d'exécution pourra être sanctionnée conformément au CCAP.

1.12. Respect des ouvrages :

L'entrepreneur veillera à conserver en état ses installations jusqu'à la réception des travaux.

Toute détérioration, salissure, etc... sera constatée par procès-verbal et les travaux de nettoyage ou/et de réfection seront à la charge du lot incriminé. En cas de litige quant à la responsabilité des dommages, les frais seront répartis entre toutes les entreprises au prorata de leur marché.

1.13. Continuité de service :

Les travaux vont se dérouler en milieu occupé, avec présence du personnel et du public.

Lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra assurer la continuité de service pour le personnel et le matériel.

Toute intervention dans un bâtiment, un local devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès des responsables de l'établissement et plus précisément auprès des personnes concernées.

L'entrepreneur devra également toutes les alimentations provisoires nécessaires à la continuité de service et imposées par le fait que l'établissement reste en fonctionnement pendant toute la durée des travaux.

1.14. Installation de chantier :

Les accès seront condamnés en permanence pendant les périodes de non travail.

Les aires de stockage des matériaux, l'emplacement du matériel seront soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Les installations base vie seront à charge du présent lot comportent notamment :

- bungalows vestiaires et réfectoire (type roulotte) pour l'ensemble des intervenants compris alimentations (électricité et eau), et entretien journalier pendant la durée des travaux
- Une cabine sanitaire conforme à la réglementation sera mise en place dans la cour, l'entreprise doit prévoir son **entretien** pendant toute la durée des travaux.
- La base vie sera fermée par des barrières métalliques pleines (ou ajourée), hauteur 2m minimum
- la fourniture et pose du panneau de chantier
- l'établissement des clôtures de chantier

Les démarches administratives, ainsi que les frais, sont à charge du lot 01

En zone travaux :

- Coffret prises chantier : A charge du présent lot
- Fermeture des zones en travaux : A charge du présent lot
- Point d'eau chantier : A charge du présent lot

L'entreprise doit prendre connaissance du PGC joint au dossier, et tenir compte des demandes spécifiques du SPS

Nettoyage des zones de travaux :

L'entreprise doit prévoir un nettoyage journalier de sa zone de travail et évacuer les matériaux ou déchets selon modalités ci avant.

Etat des lieux

Avant le début des travaux, il sera établi un état des lieux des locaux, et des abords du bâtiment. L'état des lieux sera réalisé par l'entreprise avec un reportage photos.

Consommation chantier : Eau et Electricité

Les consommations du chantier seront prises en charge par le Maître d'Ouvrage

1.15. Dynamique environnementale :

L'opération doit s'inscrire dans une dynamique environnementale collective.

Les entreprises devront, dans leurs comportements et dans leurs méthodologies, intervenir avec comme première préoccupation la prise en compte des incidences environnementales liées à leur comportement, liée au contexte direct de l'opération.

Cette réflexion comportementale s'accompagnera d'un choix rigoureux des matériaux, techniques et méthodologie afin d'obtenir une démarche globale plus attentive et au final plus respectueuse de l'environnement.

Pour ce faire, Les entreprises devront :

- Rationaliser leur occupation du site :
 - Limiter les entrées/sorties de véhicules
 - Discipliner les stationnements
 - Organiser la gestion et l'élimination quotidienne de leurs propres déchets
 - Discipliner le cantonnement des ouvriers : poubelle, nettoyage des installations de chantier,
 - Contrôler les pollutions :
 - Limiter les poussières et envols de matériaux,
 - Nettoyage des abords et voiries souillées/nettoyage des véhicules en sortie de site
 - Contrôler les pollutions sonores :
 - Supprimer les musiques et sonorisations en plein air
 - Contrôler les horaires de fonctionnement des machines et outillages bruyants
- Mettre en place des procédures internes d'autocontrôle pour impliquer les ouvriers dans une démarche environnementale qualitative et performante
 - Rationalisation des débits
 - Nettoyer quotidien le chantier avec tri/recyclage et évacuation de ses propres déchets
 - Organiser ses aires d'évolution, désencombrer le chantier
 - Expliquer et faire comprendre les finalités des interventions pour chaque équipe et ainsi comprendre les implications entre les ouvrages
 - Mettre en place des procédures d'autocontrôle préalable avant exécution des tâches pour s'assurer de leur pertinence et ainsi éviter toutes destructions et reprises d'ouvrages mal réalisés, mal implantés...
- S'impliquer vers une recherche permanente de performance pour l'organisation générale du chantier :
 - Réajuster les installations de chantier
 - Établir des choix judicieux de matériaux : proximité des lieux de production, emballages réduits, performance, proposition de substitution, rationalisation des approvisionnements...
 - Coordination renforcée entre les corps d'états
 - Production des documents d'études en amont et en phase avec l'avancement du chantier
 - ...

L'adaptation des méthodologies de travail de l'entreprise et la prise en compte des incidences financières induites devront être intégrées dès l'offre initiale de l'Entreprise.

A aucun moment l'Entreprise ne pourra présenter de surcoût dans le cadre de son intervention justifié par la mise en pratique de règles énoncées dans la présente Charte.

1.16.Déchets :

Aucun déchet, ou matériel déposé, ne pourra être entreposé sur le chantier ou dans la zone « base vie », l'évacuation doit se faire journallement par chaque entreprise

En préalable et avant le démarrage du chantier, l'Entreprise devra établir un plan de gestion pour l'élimination de ses déchets.

Sur la base d'un inventaire rigoureux de ses déchets, l'Entreprise précisera :

- Les modalités d'évacuation mises en œuvre,
- Les procédures de recyclage
- Les modalités de destruction, et surtout :
- La liste et des décharges et filières de récupération sollicitées.

La transmission de ce document subordonne la possibilité de démarrer les travaux par l'Entreprise et servira de base au contrôle de la gestion du chantier et du respect des engagements contractuels associés à cette opération.

1.17.Dossier des Ouvrages Exécutés :

L'entreprise est tenue de remettre pour le jour des opérations préalables à la réception des travaux, en **2 exemplaires papiers, et 3 Clefs USB**, le DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

L'entreprise devra joindre dans chaque dossier :

- Les plans, coupes, détails, etc

- Les références du matériel pour l'entretien ultérieur

- Les notices descriptives des produits et installations

- Les avis techniques des produits posés

- Les procès-verbaux du matériel attestés pour le chantier

- Les plans des ouvrages exécutés (conforme en tout point à la réalisation)

L'entreprise portera la mention manuscrite « conforme aux produits posés et installations réalisées pour la restructuration de » sur chacun des documents, avec le tampon et la signature.

2. TRAVAUX DE RAVALEMENT

2.1. Consistance des travaux

Traitement des armatures et ravalement des façades sur l'ensemble du site

2.2. Travaux préparatoires

Avant toute intervention l'entreprise doit établir un constat des zones en travaux et à proximité, des menuiseries, ainsi que des accès extérieurs

A charge de l'entreprise :

- La mise en place des clôtures délimitant les zones de travail et de stockage
- Les moyens d'accès (échafaudage, nacelle, etc...)
- Les sécurités collectives
- Les protections des zones en travaux
- Le nettoyage et la remise en état des abords après interventions
- Toutes autres prestations demandées par le SPS
- Cheminements extérieurs éventuels permettant une circulation aisée et en toute sécurité, quelles que soient les conditions climatiques.
- Alimentation des équipements électriques depuis un coffret chantier
- Entretien journalier de l'ensemble des prestations du présent lot

Les magasins de stockage seront à la charge de l'entreprise. Toutefois leur implantation sera soumise à l'approbation du Maître d'Ouvrage afin d'éviter toute implantation anarchique.

En préalable et avant le démarrage du chantier, l'Entreprise du présent devra établir un plan de gestion pour l'élimination de ses déchets.

Echafaudages

Les travaux seront réalisés à l'aide d'un échafaudage réglementaire de type roulant
Compris chemin de roulement approprié, protections et balisages sur voiries suivant nécessiter, filets de protection périphérique etc ...

Toutes installations conformes aux normes de sécurité en vigueur

Lisse de protection :

Les lisses équipant les châssis seront déposées, stockées et reposée en fin de chantier. Avant repose les parties abimées ou rouillées seront traitées, compris peinture en finition

Plantations :

Les plantations existantes pouvant gêner l'accès des zones en travaux ou la pose d'échafaudage, seront taillées ou déplacées provisoirement, par le présent lot

L'entreprise doit prendre à sa charge le désherbage périphérique et la tonte du terrain avant son intervention

Equipements sur le bâtiment :

A charge de l'entreprise la dépose repose de tous les équipements situés sur les façades devant être isolées.

Cela comprend les équipements électriques, coffret chaufferie, coffret gaz, câbles, et tous accessoires existants

Protection des châssis, portes et pièces d'appuis

A charge de l'entreprise toutes les protections nécessaires au niveau des châssis et portes

Les protections seront réalisées soit par des panneaux, soit par des bâches de forte épaisseur afin de garantir une protection durable

Les protections seront réalisées à l'avancement

Rappel : Les menuiseries ont été remplacées en 2023

2.3. Défaut d'enrobage des armatures dans les éléments en béton armé

La réparation des armatures de façade doit respecter plusieurs normes et réglementations notamment en matière de sécurité, de durabilité et de mise en œuvre des matériaux.

2.3.1. Normes et règlements applicables

- NF DTU 21 – Travaux de béton : Prescrit les bonnes pratiques pour le béton de structure et sa réparation.
- NF EN 1504 – Produits et systèmes pour la réparation et la protection des structures en béton : Cette norme européenne définit les exigences pour la réparation des bétons armés, y compris les armatures.
- Eurocode 2 (NF EN 1992) – Règles de conception et de calcul des structures en béton armé, incluant les aspects liés à la corrosion des armatures.
- Réglementation thermique (RT 2012 / RE 2020) – Si la réparation implique une amélioration énergétique, il faut respecter les exigences de la réglementation en vigueur.

Principaux problèmes des armatures de façade

- Corrosion des armatures due à l'humidité et aux agents agressifs (CO₂, chlorures).
- Détérioration du béton entraînant l'exposition des armatures.
- Mauvaise adhérence entre béton et armatures, pouvant affaiblir la structure.

Méthodes de réparation

- Élimination des parties dégradées : Retrait du béton détérioré jusqu'à atteindre les parties saines.
- Traitement des armatures : Nettoyage (brossage, sablage) et application d'un inhibiteur de corrosion ou d'un traitement anticorrosion.
- Reconstitution du béton : Utilisation d'un mortier de réparation conforme à la norme NF EN 1504.
- Protection finale : Application d'un revêtement protecteur (hydrofuge, anti-carbonatation).

Contrôle et conformité

- Respect des normes de mise en œuvre pour garantir la durabilité et la sécurité.
- Vérification par essais (adhérence, résistances mécaniques).

2.3.2. Réparation de l'ensemble des bétons épaufrés ou cassés



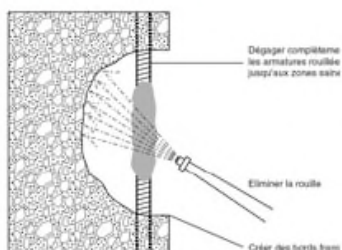
La préparation du support devra être réalisée par une campagne de purge par piochage et piquetage, ensuite par un nettoyage à l'eau basse pression (10 à 18 MPa), ou par micro sablage. Les parties dégradées devront être éliminées et le support devra être décapé afin d'obtenir un béton propre, sain et débarrassé des parties non adhérentes et présentant une cohésion superficielle. Les aciers seront dégagés afin d'obtenir un béton sain et non fissuré. Ils seront exempts de rouille non adhérente ou pulvérulente. Les aciers seront dérouillés mécaniquement ou manuellement selon le cas.

Traitement des armatures apparentes

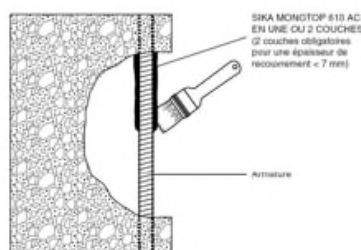
Appliquer à la brosse ou au pinceau une couche de revêtement anticorrosion monocomposant pour la protection des armatures du béton.

Application d'une deuxième couche, 2 à 3 heures, après la première afin de supprimer les risques de « manque »

CROQUIS 1 - PREPARATION DU SUPPORT
PRINCIPES GÉNÉRAUX



CROQUIS 2 - APPLICATION DU SIKAMONOTOP 610 AC
Cas où l'épaisseur de recouvrement est inférieure à 30 mm



Réparation à la truelle des zones dégradées au moyen d'un mortier de réparation structurale fin, rapide et fibré

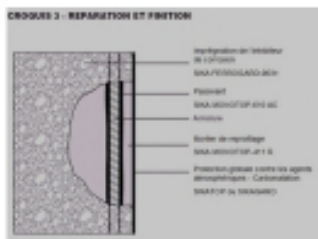
Au préalable, le support sera humidifié à refus tout en évitant qu'il ne soit ruisselant pendant l'application.

L'épaisseur du revêtement ne sera jamais inférieure à 3 mm d'épaisseur au droit des horizontales.

Au droit des parties verticales, il sera possible d'appliquer le revêtement jusqu'à 50 mm d'épaisseur en une passe.

La finition s'effectuera à la taloche, éponge ou polystyrène dès que le mortier commencera à tirer.

Pendant la prise et le durcissement, l'entreprise veillera à protéger les réparations du soleil et du vent en humidifiant celles-ci fréquemment pour éviter la dessiccation et limiter le faïençage, l'apparition des fissures.



2.4. Ravalement des façades

2.4.1. Références réglementaires et normatives

Les travaux seront réalisés conformément aux normes et textes en vigueur, notamment :

- NF DTU 42.1 : Ravalement des façades en maçonnerie et béton.
- NF DTU 59.1 : Mise en œuvre des peintures et revêtements organiques.
- NF EN 1504 : Produits et systèmes pour la protection et la réparation des structures en béton.
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- Réglementation thermique en vigueur (RT 2012 / RE 2020 si nécessaire).

2.4.2. Nettoyage

Lavage haute pression à la rotobuse sur les supports bétons lisses et pulvérisation d'un anti-mousse.

Lavage haute pression jet plat sur les supports en plastène et pulvérisation d'un anti-mousse.

2.4.3. Réparation des supports

Reprises d'enduit (mortaise ou enduit compatible avec le support).

Réparation des fissures :

- Fissures < 2 mm : Application d'un enduit fibré.
- Fissures structurales : Ouverture, rebouchage avec un mortier adapté et traitement par un calicot ou une trame fibrée.

Traitement des bétons armés dégradés :

- Voir chapitre 1.

2.4.4. Partie lisse

Mise en œuvre d'une couche de Tol Fix de chez TOLLENS ou équivalent

Destination

Fixateur de fonds bruts ou revêtus, poreux ou non.

Travaux neufs ou rénovation.

Propriétés

Fort pouvoir de pénétration et d'accrochage.

Régule l'absorption des fonds.

Très bonne adhérence.

Microporeux.

Insaponifiable.

Recouvrable par la plupart des peintures et revêtements en phase solvant ou aqueuse.

Classification AFNOR NF T 36-005 : Famille I – Classe 7b1

Mise en œuvre en finition d'une couche de Rénocryl 500 de chez TOLLENS ou équivalent

Destination

Décoration des façades : système de classe D2.

Protection de façades faïencées : système de classe D3.

Imperméabilité de façades : systèmes de classe I1 à I4.

Rénovation d'ETICS : entretien selon les traitements K1 et K2 et anciens films souples.

Travaux neufs et rénovation.

Propriétés

Grande polyvalence d'emploi : systèmes et variétés de supports

Bonne tenue aux intempéries et aux UV

Microporeux

Bon pouvoir garnissant

Facilité d'application

Protection du film de peinture à titre préventif contre les algues et les champignons

Classification AFNOR NF T 36-005 : Famille I – Classe 7b2

Conforme à la norme XP T34-722 et au DTU 42.1 visant la protection des façades en service.

Selon NF EN 1062-1 : E3 à E5, V2, W2, A0 à A5

Prescriptions techniques

Respect des délais de séchage entre chaque couche.

Application par temps sec, température entre 5°C et 30°C.

Échafaudage sécurisé conforme aux normes (NF EN 12811-1).

2.4.5. Partie plastene

Brossage et élimination des traces de rouille

Mise en œuvre d'une couche de Elasto fix Pigmenté de chez TOLLENS ou équivalent

Destination

Régulateur de fonds bruts ou revêtus

Sous-couche opacifiante

Travaux neufs ou rénovation

Propriétés

Fixe, isole, régule l'absorption des fonds

Microporeux

Séchage rapide

Insaponifiable

Recouvrable par la plupart des peintures et revêtements en phase aqueuse

Classification AFNOR NF T 36-005 : Famille I – Classe 7b2

Mise en œuvre en finition d'une couche de Rénocryl 500 de chez TOLLENS ou équivalent

Destination

Décoration des façades : système de classe D2.

Protection de façades faïencées : système de classe D3.

Imperméabilité de façades : systèmes de classe I1 à I4.

Rénovation d'ETICS : entretien selon les traitements K1 et K2 et anciens films souples.

Travaux neufs et rénovation.

Propriétés

Grande polyvalence d'emploi : systèmes et variétés de supports

Bonne tenue aux intempéries et aux UV

Microporeux

Bon pouvoir garnissant

Facilité d'application

Protection du film de peinture à titre préventif contre les algues et les champignons

Classification AFNOR NF T 36-005 : Famille I – Classe 7b2

Conforme à la norme XP T34-722 et au DTU 42.1 visant la protection des façades en service.

Selon NF EN 1062-1 : E3 à E5, V2, W2, A0 à A5

Prescriptions techniques

Respect des délais de séchage entre chaque couche.

Application par temps sec, température entre 5°C et 30°C.

Échafaudage sécurisé conforme aux normes (NF EN 12811-1).

2.4.6. Autres travaux

Traitement des joints de châssis, extrusion, serrage et lissage d'un cordon de mastic polyuréthane de catégorie SNJF (Spécifications Normatives pour Joints de Façade). Le mastic est appliqué pour assurer l'étanchéité et la protection des joints de châssis contre l'humidité et les infiltrations.

Remise en état des abords et nettoyage haute pression des chemins d'accès